



COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis l'évènement dramatique survenu à la maison centrale, ultra sécurisée, d'Alençon Condé sur Sarthe, le mardi 5 mars 2019, les propos les plus extravagants et mensongers sont proférés sur la prison, les régimes de détention de personnes dites radicalisées, les mesures de sécurité imposées aux prisonniers et à leurs proches.

Comme à chaque incident d'une particulière gravité en détention des voix s'élèvent pour réclamer plus de sécurité, plus de coercition, plus de fouilles, plus d'enfermement.

Si les questions sont évidemment légitimes pour identifier d'éventuels dysfonctionnements, force est de constater que l'émotion est toujours mauvaise conseillère : elle annihile la raison au profit de réponses sommaires et de solutions simplistes sans équilibre ni proportion.

Pour l'infraction commise par un prisonnier, c'est le quotidien de plus de 71.000 autres qu'il faudrait aggraver dans l'urgence, sans considération ni pour leurs droits ni pour l'atteinte, qui serait nécessairement portée, à leur dignité par les propositions formulées depuis 24 heures.

Avocats, nous voyons les conditions de détention de toutes et tous se dégrader et saisissons quotidiennement l'impact des mesures déjà appliquées.

Imposer un traitement inhumain et dégradant aux prisonniers, qu'ils soient définitivement condamnés ou toujours présumés innocents, qu'ils soient radicalisés ou non, ne peut avoir comme effet que de créer les conditions d'un futur désastre.

Ainsi, Guillaume PELTIER (Les Républicains) a récemment déclaré que « cet homme n'aurait jamais dû être dans une unité de vie familiale » tandis qu'il est encore question pour Louis ALLIOT (Rassemblement national) « de laxisme généralisé » quand le système pénitentiaire n'a jamais connu autant de sécurité.

Nous appelons les responsables politiques à la mesure. Il s'agit de vies humaines ; celles des personnels pénitentiaires comme celles des personnes enfermées.

Dans ce contexte de fébrilité, nous rappelons que jamais et nulle part la sécurité de tous ne pourra s'acheter au prix de la dignité de quelques-uns.

Lorsque la République est attaquée, nous croyons comme l'avait déclaré le chef du gouvernement norvégien au lendemain de l'attentat d'Oslo et du massacre d'Utoya, le 22 juillet 2011, que nous ne devons « répondre à la terreur [que] par plus de démocratie, plus d'ouverture et de tolérance ».